

# La politique énergétique de la Banque mondiale en Afrique: une opportunité pour le secteur privé

L'Afrique subsaharienne souffre d'un manque d'électricité chronique alors que son sol regorge de ressources énergétiques encore inexploitées. Avec sa forte présence sur le terrain, sa large capacité d'investissement et son assistance technique, la Banque mondiale est bien positionnée pour soutenir l'expansion et la gestion durable du secteur énergétique africain. Elle travaille en étroite collaboration avec le secteur privé, qui joue un rôle primordial dans ce domaine.



Le Groupe de la Banque mondiale s'engage à faciliter l'utilisation d'énergies propres en Afrique subsaharienne. Le projet hydraulique camerounais Lom Pangar, dont l'impact environnemental et social sera important, en constitue un bon exemple. En illustration: maquette du barrage. Photo: Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale (ci-après «la Banque») considère que l'accès à l'énergie et à des installations électriques fiables dans un esprit de développement durable est une nécessité. À l'occasion du dernier sommet Rio+20 de juin 2012, la Banque s'est jointe à l'initiative des Nations Unies sur l'Énergie durable pour tous, qui demande aux gouvernements, aux entreprises et à la société civile d'atteindre trois objectifs d'ici 2030:

- garantir un accès universel à l'électricité;
- doubler la part de l'énergie provenant de ressources renouvelables de 15 à 30%;

- doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique.

La Banque s'est notamment engagée pour y parvenir à doubler l'effet de levier de ses prêts annuels dans le secteur énergétique à 16 milliards d'USD<sup>1</sup>, à aider les pays à définir des plans d'accès à l'énergie et à fournir un éclairage à un prix abordable à 250 millions de personnes en Afrique<sup>2</sup>.

Cet article a pour objectif de présenter les raisons pour lesquelles la Banque a développé ses investissements dans le secteur énergétique en Afrique subsaharienne, l'orientation donnée à ses engagements régionaux tant en terme de politiques publiques que de type de projets soutenus, le soutien aux partenariats publics privés (PPP) et les opportunités pour le secteur privé.



**Françoise Salamé Guex**  
Conseillère du directeur  
exécutif suisse à la  
Banque mondiale,  
Washington

1 La Banque a investi durant chacune des cinq dernières années quelque 8 milliards d'USD dans le secteur énergétique et a pu mobiliser un montant équivalent à partir d'autres sources (p. ex. Banque régionale de développement, secteur privé, etc.). Si la Banque continuera dans l'avenir à s'engager sur des montants du même ordre dans le secteur énergétique, elle souhaite en mobiliser le double, soit 16 milliards, provenant d'autres sources.

2 World Bank Board Oral Briefing on Rio Plus, 20 juillet 2012, diapositive 9.

port des biens et des personnes que pour fournir l'électricité nécessaire à l'industrie, au commerce, à l'agriculture et aux services sociaux tels que l'éducation et la santé.

L'Afrique subsaharienne souffre d'une «pauvreté énergétique» aiguë. Le taux d'électrification (30%) est le plus bas du monde. Pour équilibrer l'offre et la demande, pour étendre les transmissions transfrontalières et augmenter le taux d'électrification de 10%, l'Afrique subsaharienne aurait besoin d'investissements évalués à 40 milliards d'USD par an. Actuellement, seuls 11 milliards sont déboursés<sup>3</sup>.

L'Afrique subsaharienne possède d'immenses ressources énergétiques encore inexploitées. Seuls 10% du potentiel hydroélectrique du sous-continent ont été exploités jusqu'ici<sup>4</sup>. La région peut générer 9000 mégawatts d'énergie géothermique<sup>5</sup>. Un grand nombre de pays côtiers d'Afrique ont aussi un grand potentiel éolien. L'Afrique subsaharienne bénéficie également de larges ressources pétrolières et gazières.

### Orientations des engagements de la Banque

Face aux défis énergétiques de l'Afrique subsaharienne, la Banque s'engage avec les pays emprunteurs simultanément à quatre niveaux:

- en construisant ou en rénovant les infrastructures énergétiques existantes;
- en mobilisant le financement du secteur privé;
- en renforçant la gouvernance des compagnies d'électricité;
- en soutenant la réforme des politiques énergétiques pour rendre la production d'électricité fiscalement plus soutenable.

En mettant à jour sa stratégie d'infrastructures en décembre 2011, la Banque a décidé d'investir dans des projets plus grands et plus complexes, de dimension régionale voire globale. Elle a aussi décidé d'accroître son partenariat avec d'autres Banques de développement ainsi qu'avec le secteur privé.

L'investissement récent de l'Association internationale de développement (IDA) – l'agence de la Banque mondiale qui prête aux pays les plus pauvres – dans le «pool» énergétique d'Afrique de l'Ouest est un bon exemple de projet «transformationnel» que la Banque veut soutenir dans les années à venir. Les membres du conseil d'administration de la Banque ont approuvé en mai 2012 un prêt de 145 millions d'USD à taux zéro et un don de 31,5 millions d'USD pour deux projets du programme de «pool» énergétique en Afrique de l'Ouest destinés à augmenter la

production d'électricité et à réduire ses coûts en Côte d'Ivoire, au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée. Le premier prêt finance l'infrastructure de la ligne de transmission électrique qui traverse les quatre pays susmentionnés sur une distance de 1349 km. Le second finance les études techniques et analytiques nécessaires au développement d'installations hydroélectriques dont la production sera utilisée et échangée au travers de la ligne de transmission<sup>6</sup>.

Les projets ciblent des pays d'Afrique qui sortent de situations de conflit et qui sont parmi les plus pauvres au monde. Les systèmes électriques du Libéria, de la Sierra Leone et de la Guinée ont absolument besoin d'être remis en état et renforcés. La ligne de transmission permettra d'accroître considérablement l'accès des ménages et des entreprises à l'électricité, tout en réduisant significativement les coûts. Les projets permettront d'intégrer les systèmes électriques des pays concernés, d'augmenter l'offre électrique et d'améliorer la fiabilité du système. L'interconnexion diminuera l'utilisation des hydrocarbures dans les quatre pays et évitera l'émission de 5,6 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> sur la durée de vie du projet.

Parallèlement au financement du «pool» énergétique d'Afrique de l'Ouest, la Banque travaille en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales sur la réforme des politiques énergétiques et sur le renforcement de la gouvernance des compagnies électriques afin d'améliorer la durabilité financière de leurs infrastructures. L'électricité étant largement subventionnée, les autorités publiques ont de la peine à financer la construction et la maintenance des installations électriques. La diminution progressive et le meilleur ciblage des subventions sont, par conséquent, essentiels. Ces réformes sont, toutefois, souvent controversées et peuvent être source d'instabilité politique. Dans ce contexte, la Banque soutient les pays concernés afin qu'ils ciblent leurs subventions et développent des filets sociaux pour les populations les plus pauvres. Elle encourage les campagnes de consultation et d'information pour expliquer les bienfaits des réformes mises en œuvre. La Banque travaille, en outre, à l'amélioration de la gouvernance des entreprises d'électricité en établissant des cadres juridiques, contractuels et fiscaux clairs et transparents.

### Soutien aux énergies propres

La Banque s'engage en faveur de l'utilisation des énergies propres en Afrique subsaharienne. Parmi les projets les plus soutenus, on retrouve surtout l'électricité hydraulique,

3 [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org), rubriques «Countries», «Africa», «Energy», «Overview».

4 World Bank Group Infrastructure Strategy Update FY12-FY15, p. 34.

5 The AU/NEPAD African Action Plan 2010-2015: Advancing Regional and Continental Integration of Africa, p. 5.

6 World Bank Project Appraisal Document, Liberia - West African Power Pool (WAPP) - Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Liberia and Guinea (CLSG) Power Interconnection Project and West African Power Pool - Integration and Technical Assistance Project (APL1), 31 mai 2012.

7 World Bank Project Appraisal Document, Cameroon-Lom Pangar Hydropower Project, 27 mars 2012.

8 Ibidem, Annex 6: environmental and social safeguards, p. 115.

9 Ibidem, p. 41.



Le projet d'installation électrique à gaz à Kribi au Cameroun est un bon exemple de la manière dont la Banque soutient les PPP dans le domaine énergétique en Afrique. Il devrait fournir de l'électricité fiable à plus de 160 000 ménages après sa mise en service. En illustration : vues diverses du projet.

Photo: Groupe de la Banque mondiale

géothermique et solaire à concentration. Ce choix permet de répondre à une large demande d'électricité à un prix relativement abordable. La Banque n'investit dans les énergies fossiles – pétrole, charbon ou gaz – en Afrique qu'avec précaution. Elle tient compte de la demande des clients, de leurs ressources énergétiques et de leurs capacités. Elle examine les coûts des différentes options et n'investit dans ce type d'énergies que lorsqu'il n'est pas possible à moyen terme de répondre financièrement et techniquement aux besoins électriques des pays clients aux travers d'énergies renouvelables. Elle le fait en utilisant les meilleures technologies en terme d'efficacité énergétique afin de réduire au maximum l'intensité des émissions de gaz à effet de serre.

Le projet hydraulique camerounais Lom Pangar illustre bien l'avantage comparatif que la Banque peut avoir en soutenant des grands projets qui ont un impact environnemental et social important. Les membres du conseil d'administration ont approuvé en mars 2012 un investissement de 132 millions d'USD à taux zéro pour la construction notamment d'un barrage hydraulique qui devrait augmenter la capacité hydroélectrique de la rivière Sanaga de 40%, accroître la production d'électricité de deux installations hydrauliques existantes de 120 MW, renfor-

cer l'accès à l'électricité pour plus de 5 millions de Camerounais et en réduire les coûts. Le Cameroun est le troisième pays d'Afrique pour son potentiel hydroélectrique. Celui-ci est estimé à 12 000 MW, dont 50% pour le seul bassin versant de la rivière Sanaga<sup>7</sup>.

Le projet hydraulique Lom Pangar a un impact environnemental et social important. Le barrage Lom Pangar crée un réservoir de 540 km<sup>2</sup> dans une forêt tropicale habitée par une population et une faune tropicale importante. De plus, ce réservoir inondera partiellement l'oléoduc Tchad-Cameroun. Afin de réduire l'impact potentiel sur les populations concernées, la Banque les a longuement consultées lors de la préparation du projet. Elle soutiendra la réinstallation de 6700 personnes affectées par la création du réservoir. Les populations recevront un logement et une terre agricole de remplacement<sup>8</sup>. Les gorilles vivant près du barrage seront surveillés par des gardes forestiers pour éviter le braconnage et l'exploitation illégale des forêts avoisinant le barrage. Pour ce qui est de l'oléoduc Tchad-Cameroun, la Compagnie exploitante (Cameroon Oil Transportation Company, Cotco) a entrepris une évaluation de l'impact social et environnemental du projet et a préparé un plan d'urgence, qui répond aux standards environnementaux de la Banque en cas de marée noire<sup>9</sup>.

## Partenariats publics-privés

Depuis le début des années nonante, les partenariats publics-privés (PPP) ont été une source significative de financement dans le secteur énergétique en Afrique subsaharienne. Du fait de fonds publics insuffisants pour produire plus d'électricité et maintenir des installations électriques peu performantes, les États se sont tournés vers le secteur privé pour compenser le manque de financement. La Banque ainsi que d'autres partenaires multilatéraux et bilatéraux ont soutenu les pays d'Afrique subsaharienne dans le développement de cadres légaux facilitant la mise en œuvre de PPP. La mise en place de telles structures, tant dans les pays industrialisés qu'en Afrique, n'a pas toujours été couronnée de succès ces dernières décennies, mais un bon nombre d'études ont permis de tirer les leçons des expériences passées. Les chercheurs actuels tendent à s'accorder sur le fait que les principaux critères de succès des PPP dans le secteur énergétique en Afrique sont un climat d'investissement favorable, un cadre légal clair en matière de contrat et de marchés publics, des ressources énergétiques disponibles localement à un prix compétitif, une distribution des risques entre ceux qui sont le mieux à même de les contrôler et des partenaires publics et privés qui s'engagent pleinement<sup>10</sup>.

Le projet d'installation électrique à gaz à Kribi au Cameroun est un bon exemple de la manière dont la Banque soutient les PPP dans le domaine énergétique en Afrique. Approuvé par le conseil d'administration en novembre 2011, le projet Kribi consiste en la mise en service d'une installation électrique thermique à gaz<sup>11</sup> de 216 MW et la construction d'une ligne de transmission de 100 km. Il devrait fournir de l'électricité fiable à plus de 160 000 ménages au Cameroun.

Dans le cadre de ce projet, l'IDA a souscrit une garantie de 82 millions d'USD qui permet pour la première fois aux banques commerciales locales de fournir des prêts à long terme dans le secteur énergétique et renforce leurs capacités de financement.

Un des buts de l'opération est d'augmenter les revenus (versés en monnaie locale) des exploitants et de réduire l'exposition du consommateur final aux aléas du taux de change. La Société financière internationale (SFI) – l'agence de la Banque mondiale qui prête au secteur privé – a accordé un prêt de 86 millions d'USD à la Kribi Power Development Company pour la réalisation du projet.

En parallèle, la Banque a travaillé étroitement avec le gouvernement camerounais ces dernières années pour améliorer la gouver-

nance et l'efficacité du secteur énergétique et favoriser la participation du secteur privé. Elle a fourni des conseils dans le cadre de la réforme de la politique énergétique du gouvernement. Elle a également soutenu de nombreux projets d'assistance technique pour améliorer la gestion financière du secteur, encourager une planification énergétique à bas coût, mettre en place des tarifs d'électricité qui couvrent les coûts et diffuser les bonnes pratiques en matière contractuelle et de marchés publics pour le projet Kribi.

## Conclusion

Même si l'Afrique subsaharienne souffre d'un manque d'électricité chronique, une grande part de ses ressources énergétiques reste inexploitées. Il existe, par conséquent, un potentiel pour de grands investissements qui permettraient de libérer la capacité énergétique de nombreux pays et de fournir de l'électricité à tous les ménages africains. Présente sur le terrain, disposant d'une large capacité d'investissement, de conseil et d'assistance technique, la Banque est très bien positionnée pour soutenir l'expansion et la gestion durable du secteur énergétique des pays d'Afrique subsaharienne. Comme les financements des pouvoirs publics et des banques de développement ne sont souvent pas suffisants, le rôle du secteur privé est primordial. Les entreprises suisses, compte tenu de leur potentiel et de leur expertise, sont bien placées et devraient saisir leur chance (voir encadré 1).

Encadré 1

### Comment travailler avec la Banque mondiale

Ceux qui recherchent des opportunités pour leur entreprise peuvent commencer par consulter le guide de référence sur le site suivant: [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org), rubriques «Projets», «Passation des marchés et contrats», «Guide de référence sur les opportunités de marchés de fournitures et travaux ou de contrats de services de consultants découlant des projets financés par la Banque mondiale». Celui-ci présente le cycle de vie des projets de la Banque mondiale, les règles des marchés publics et les possibilités d'affaires dans le cadre des projets de la Banque.

Les consultants peuvent se référer au site suivant: <https://wbgeconsult2.worldbank.org/wbgec/index.html>, qui répertorie les mandats que la Banque entend attribuer et permet de transmettre directement toute candidature.

Pour davantage d'informations, s'adresser au bureau du directeur exécutif suisse à la Banque mondiale: [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org), rubriques «À propos», «Organisation», «Les administrateurs», «Site web des directeurs exécutifs», «Pays: Suisse» ou «Code de bureau: EDS24».

10 Anton Eberhard et Katharine Nawal Gratwick, *IPP in Sub-Saharan Africa: Determinants of success*; Peter Farlam, *Assessing Public Private Partnerships in Africa, NEPAD policies Focus Series*; World Bank Institute, *Public Private Partnerships, Reference Guide*.

11 Le soutien de la Banque au projet à gaz se justifie par le fait que les projets hydrauliques, tels que Lom Pangar, ne seront effectifs qu'à partir de 2015 et que l'installation thermique à gaz était l'option la moins chère à court terme.